



Robert Darnton.

« *L'historien est une sorte de détective* »  
*Entretien exclusif avec Robert Darnton*

*Robert DARNTON est directeur des bibliothèques d'Harvard et Carl H. Pforzheimer University Professor dans cette même université. Ses recherches concernent principalement l'histoire culturelle et l'histoire du livre sous l'Ancien Régime. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont Le Grand Massacre des chats<sup>1</sup> (1984), Édition et sédition<sup>2</sup> (1991) ou encore Le Diable dans un bénitier<sup>3</sup> (2010). À l'automne 2014 ont paru ses deux derniers livres, dans leur traduction française: De la censure<sup>4</sup>, et L'Affaire des Quatorze<sup>5</sup>. L'entretien a été mené le 20 janvier 2015 par Maxime TRIQUENAU (Université de Lyon – Lyon 2, UMR LIRE).*

**Maxime Triquenaux:** *Dans l'un de vos derniers livres publiés en France, L'Affaire des Quatorze, vous semblez faire de votre recherche historique une véritable « enquête policière ». Est-ce que votre insertion dans ce « paradigme indiciaire<sup>6</sup> » cher à Carlo Ginzburg est un retour de votre expérience de journaliste ?*

**Robert Darnton:** En quelque sorte oui. J'ai effectivement travaillé pour le *New York Times*, et j'ai été formé comme reporter à Newark qui est une ville assez violente, où il y avait beaucoup de crimes. C'était un peu ma

---

<sup>1</sup> Robert Darnton, *Le Grand Massacre des Chats. Attitudes et croyances dans l'Ancienne France* [1984], trad. Marie-Alyx Revellat, Paris, Les Belles Lettres, coll. « le goût des idées », 2011.

<sup>2</sup> Robert Darnton, *Édition et sédition. L'univers de la littérature clandestine au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 1991.

<sup>3</sup> Robert Darnton, *Le Diable dans un bénitier. L'art de la calomnie en France, 1650-1800* [2009], Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2010.

<sup>4</sup> Robert Darnton, *De la censure. Essai d'histoire comparée*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2014.

<sup>5</sup> Robert Darnton, *L'Affaire des Quatorze. Poésie, police et réseaux de communication à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle* [2010], Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 2014.

<sup>6</sup> Carlo Ginzburg, « Trace. Racines d'un paradigme indiciaire » [1979], dans *Mythes emblèmes traces. Morphologie et histoire*, Lagrasse, Verdier, coll. « Verdier poche », 2010.

spécialité. Mais il n'y a pas de lien direct, je crois, entre cette expérience qui remonte à si loin et ce que j'ai écrit. Seulement, j'ai appris à apprécier le point de vue de la police, puisque ce sont des professionnels qui doivent faire face à toutes sortes de problèmes de la société. Ce n'est pas que je sois partisan de la répression, loin de là! Mais en suivant les agents de la police du passé, on peut découvrir un certain point de vue, qui n'est pas le seul, sur la vie quotidienne. Et je partage avec Carlo Ginzburg, et d'autres, l'idée que l'historien est une sorte de détective, qui se démène pour chercher des traces, des indices concrets dans ses enquêtes. Ce n'est pas tout à fait une méthodologie, mais plutôt une métaphore que j'apprécie, une façon d'essayer d'être rigoureux dans la recherche. Mais cela n'exclut pas pour autant bien d'autres méthodes!

*M. T. : Vos ouvrages donnent le sentiment que vous faites attention à leur attractivité pour un public plus large que le seul monde des spécialistes. Le modèle de l'enquête dans L'Affaire des Quatorze est peut-être aussi un accomplissement de ce souci de la narrativité dans votre écriture de l'histoire, auquel s'ajoute votre style clair et limpide. Est-ce que la manière d'écrire l'histoire<sup>7</sup> fait partie de vos préoccupations?*

**R. D. :** Merci pour le compliment! Il est vrai que j'envisage aussi bien un grand public qu'un public de spécialistes et de professionnels, lorsque j'écris. Et ce n'est pas évident d'écrire pour ces deux publics à la fois. Je fais un grand effort pour que les résultats de mes recherches puissent contribuer à la compréhension de l'histoire telle qu'elle est exercée par les spécialistes du métier. En même temps, je voudrais aussi intéresser un grand public. Ce n'est pas que je touche de l'argent pour mes livres, loin de là! Mais je suis parmi ces historiens qui ont besoin d'atteindre d'autres gens que des professeurs, parce que j'estime que l'histoire est une façon de comprendre, dans la mesure du possible, la condition humaine. Elle est importante pour tout le monde. Si on l'écrit d'une façon trop académique, on n'est pas lu. Mais souvent, quand j'écris des articles, je m'adresse à un public professionnel, et une bonne partie de ce que je produis n'intéresse pas le grand public. Donc on peut jouer sur les deux registres. Pour moi, ce qui est important, c'est d'avoir un style clair, qui n'est pas trop ennuyeux – du moins je l'espère! – et qui rend accessibles de grandes questions et de grands problèmes historiques à un public assez large.

<sup>7</sup> Sur cette question, voir le tout récent livre d'Ivan Jablonka, *L'histoire est une littérature contemporaine. Manifeste pour les sciences sociales*, Paris, Seuil, coll. « La librairie du XXI<sup>e</sup> siècle », 2014.

**M. T. :** *Dans L'Affaire des Quatorze, non sans une certaine ironie à mon sens, vous convoquez deux grands modèles théoriques d'analyse de l'opinion publique, Habermas et Foucault, avant de les laisser presque totalement de côté pour laisser parler le matériau de l'archive sous la forme de l'enquête empirique. Une grande partie de vos travaux est d'ailleurs directement issue du dépouillement et de l'analyse des archives de la Société Typographique de Neuchâtel que vous avez étudiées. Est-ce à dire que l'enquête empirique doit pour vous toujours supplanter la théorie ?*

**R. D. :** Il est vrai que j'ai été influencé par ce que l'on pourrait appeler l'« empirisme britannique » de mes maîtres d'Oxford, où j'ai passé quatre ans pour mon doctorat. Et ce point de vue, qui peut avoir l'air non seulement empirique, mais peut-être même positiviste, est important ! Mais je respecte énormément le travail de Foucault, et j'apprécie celui d'Habermas, bien que je ne sois pas d'accord avec ce qu'il dit à propos de l'opinion publique comme un « climat » très rationnel au XVIII<sup>e</sup> siècle. Je pense qu'il y avait plusieurs strates, plusieurs « atmosphères » d'opinion publique, et que le peuple, notamment le peuple parisien, se façonnait une opinion publique qui était très particulière, bien loin de celle analysée par Habermas, qui n'étudie que les livres des philosophes. Dans le cas de Foucault, je ne pense pas qu'il offre une véritable méthodologie, mais un point de vue qui, pour moi du moins, rejoint ce que l'on appelait autrefois l'« histoire des mentalités ». Le terme n'est plus utilisé, mais c'est une façon de saisir les présupposés des systèmes de valeurs et les moyens de penser le monde, qui sont souvent implicites. C'est ce qui me fascine chez Foucault, et j'essaie de profiter de ses idées, tout en faisant une recherche très empiriste. En bref, je ne suis pas toujours d'accord avec ces maîtres-là, mais je les apprécie. Mais du point de vue de la théorie, ce qui m'a le plus influencé, ce sont les travaux des anthropologues. Et pas uniquement Clifford Geertz, mais toute l'école de l'anthropologie symbolique qui s'est développée notamment en Angleterre, à laquelle appartenait par exemple Mary Douglas.

**M. T. :** *Effectivement, vous faites constamment référence dans vos ouvrages à des travaux d'anthropologues, depuis notamment Le Grand Massacre des Chats, qui se présentait précisément comme un livre d'histoire anthropologique. Pouvez-vous préciser quel est votre rapport à cette discipline ?*

**R. D. :** Je l'ai exprimé ouvertement, notamment dans ce livre dont vous parlez, mais cela continue encore aujourd'hui de m'inspirer. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas tant l'anthropologie comme système bien précis, mais

plutôt comme point de vue. J'ai beaucoup travaillé avec Clifford Geertz. À Princeton, nous assurions un séminaire, assis l'un en face de l'autre, entourés d'étudiants, et nous avons eu un débat qui a duré pendant vingt ans sur les liens entre histoire et anthropologie. J'apprécie aussi énormément les travaux de gens peut-être moins connus en France, comme Victor Turner ou Keith Basso, des gens qui ont fait des enquêtes précises, et qui peuvent apporter beaucoup, mais indirectement, aux historiens. Ces anthropologues se sont efforcés de comprendre une façon de penser qui est autre, de chercher à s'insérer dans l'imaginaire collectif d'une autre culture, et, chemin faisant, d'être conscients de l'espace qui nous sépare. Il y a certes des critiques de cette école d'anthropologie symbolique. Critiques que j'accepte, comme le danger de réifier en quelque sorte la culture de l'autre, de la traiter comme une chose un peu trop exotique, et peut-être aussi comme un système plus cohérent qu'il ne l'est en réalité. Cela étant dit, si je reviens à mes recherches en histoire du livre, je suis en ce moment en train de créer un site internet réunissant des lettres de libraires et des petites monographies concernant le commerce de la librairie en France à la veille de la Révolution<sup>8</sup>. Sans m'y référer explicitement, je ressens cette inspiration anthropologique dans mon travail. Par exemple, les éditeurs étaient obligés d'être en rapport avec des libraires, mais la question de la confiance se posait bien souvent. Comment faire confiance à des libraires, qui payaient mal leurs dettes? Cette notion de confiance, qui n'est pas tout à fait celle de crédit commercial, est très spécifique. Dans quelle mesure tenir tout un discours sur la confiance pouvait être une façon d'organiser des rapports économiques? C'est un petit exemple de ce lien entre histoire et anthropologie. L'idée est d'étudier des dossiers très concrets, en adoptant une approche où l'on essaie d'en dégager des valeurs implicites parfois mal exprimées mais qui sont au cœur des rapports sociaux.

**M. T. :** *Dans son Esquisse pour une auto-analyse<sup>9</sup>, Pierre Bourdieu vous rend discrètement hommage, notant que vous avez été plus « présent » et plus « important » dans son travail qu'Habermas, Foucault ou Derrida, à propos desquels il était souvent interrogé. De fait, on en sait peu sur cette proximité avec Bourdieu. Quels étaient vos rapports avec lui et avec son travail?*

<sup>8</sup> <http://www.robertdarnton.org/>

<sup>9</sup> Pierre Bourdieu, *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004, p. 13.

**R. D. :** Nous étions amis. Je l'ai rencontré alors qu'il passait un semestre à Princeton il y a... très longtemps! Et puis, nous nous sommes vus régulièrement. Il m'a demandé d'écrire pour sa revue, les *Actes de la recherche en sciences sociales* où il a publié plusieurs de mes articles. Un aspect de mes recherches concerne le monde littéraire au XVIII<sup>e</sup> siècle, la position sociale des auteurs, et notamment celle des « pauvres diables » des bas-fonds de la littérature. Pierre Bourdieu voyait dans ce travail une approche qui avait une certaine affinité avec ses idées sur le champ littéraire, l'habitus des différents auteurs, les rapports de force, la domination, etc. Sans utiliser explicitement des termes comme « habitus », j'ai profité des idées de Pierre Bourdieu pour mieux saisir, je crois, les réalités vécues de ce monde littéraire formé de plusieurs centaines d'auteurs, aujourd'hui ignorés mais qui faisaient partie de tout un ensemble. Mais je n'applique pas d'une façon systématique les idées de Bourdieu, et peut-être qu'il était plus facile d'être proche de Bourdieu en tant qu'étranger qu'en tant que disciple français, je ne sais pas.

**M. T. :** *Des années 1970 jusqu'à aujourd'hui en passant par les commémorations du Bicentenaire, la Révolution française a été un objet polémique en France, ce qu'illustrent les débats qui ont eu lieu autour des travaux de François Furet. Comment vous positionnez-vous par rapport à cette situation, en tant qu'historien et en tant qu'Américain? Considérez-vous, comme Jacques Revel à propos d'une de vos collègues, Lynn Hunt, que l'éloignement des historiens américains leur autorise « une distance quasi ethnographique vis-à-vis de l'expérience française », leur permettant de voir des choses que « nous ne percevons pas<sup>10</sup> ».*

**R. D. :** Je ne sais pas s'il s'agit de voir des choses qui ne sont pas perçues en France, mais ce que je sais c'est que l'éloignement peut être un avantage. Il est vrai que, si vous prenez la génération de mes prédécesseurs, vous aviez affaire à des gens qui ne connaissaient pas les archives, qui ne connaissaient la France que de loin. Quelqu'un comme Robert Palmer, par exemple, était un très bon historien, mais il n'avait pas le contact quotidien avec des sources manuscrites qui était possible pour ma génération. À son époque, on voyageait par bateau, ce qui coûtait cher! Pour des gens comme moi, qui suis né en 1939, il y a eu la possibilité de mener des recherches, de bénéficier de bourses pour faire un travail sérieux dans les archives. Mais nous ne nous sentions pas pour autant Français. Nous étions bien des Américains, avec un regard qui était différent. Était-ce un avantage? Oui et non. J'envie des amis comme Daniel

<sup>10</sup> Jacques Revel, « Préface », dans Lynn Hunt, *Le Roman familial de la Révolution française* [1992], Paris, Albin Michel, 1995, p. II.

Roche ou Roger Chartier, qui ont eu une formation merveilleuse dans le système scolaire français, ce qui me manque. Cela dit, mon premier article, au sujet d'une lettre inédite de Marat que j'avais découverte<sup>11</sup>, fut publié dans les *Annales historiques de la Révolution française*, dirigées à l'époque par Albert Soboul, le grand historien marxiste de la Sorbonne. Je suis allé chez lui pour lui présenter mon papier. J'étais tout jeune et intimidé. En tant qu'Américain, je présentai qu'il me serait très hostile. Mais il m'a reçu très aimablement, et j'ai donc, pour ainsi dire, commencé chez Soboul! Mais je n'ai jamais été marxiste. Et j'ai connu François Furet quand, comme Bourdieu, il est venu pour un séjour à Princeton. C'était d'ailleurs là où il a écrit son célèbre article sur le catéchisme révolutionnaire<sup>12</sup>. Nous avons beaucoup discuté, et tout en appréciant le travail de Soboul, j'étais absolument de l'avis de Furet. Ce « révisionnisme », comme on dit, existait déjà dans le monde anglo-saxon. Il y avait Alfred Cobban, que j'ai connu en Angleterre, et Richard Cobb, qui a été mon directeur de thèse à Oxford. Bref, encore ce courant « empiriste », si vous voulez, qui ne permettait pas d'analyser la Révolution française sous la forme d'une lutte de classes très claire, à la manière de Soboul. Donc, appartenant à, je ne dis pas une école, mais une tradition anglo-saxonne, je pense que j'étais un peu en marge du débat français, quoique sûrement du côté de Furet pendant le Bicentenaire. Mais François est allé au-delà du révisionnisme, pour voir dans la Révolution française la logique vécue des idées. C'est-à-dire qu'il est revenu à une certaine histoire des idées. Cette histoire est importante pour moi, mais j'ai toujours voulu rester en contact avec l'histoire sociale, et sur ce point je suis moins partisan de Furet que mon ami Keith Baker, qui était un véritable disciple de Furet pendant ses dernières années.

*M. T. : À ce propos, le courant historiographique que vous représentez, celui d'une histoire culturelle, a été attaqué par Jonathan Israel, en défense d'une histoire intellectuelle renouvelée. Aux côtés de Roger Chartier et d'Antoine Lilti, vous êtes considéré comme l'héritier d'un post-foucauldisme « à la mode » qui négligerait l'importance de la philosophie, détournerait les étudiants d'aujourd'hui de l'étude des idées émancipatrices des Lumières et aurait des impli-*

<sup>11</sup> Robert Darnton, « Marat n'a pas été un voleur : une lettre inédite », *Annales historiques de la Révolution française*, 1966, n° 186, p. 447-450.

<sup>12</sup> François Furet, « Le catéchisme révolutionnaire », *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, 1971, n° 26, vol. 2, p. 255-289. Le texte est repris dans *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978.

*cations politiques importantes (notamment l'occultation des multiples oppressions des sociétés de l'âge classique, à laquelle les « lumières radicales » se seraient opposées)*<sup>13</sup>. Quel est votre point de vue dans cette querelle ?

**R. D. :** Je pense que les travaux de Jonathan Israel sur l'économie néerlandaise au XVII<sup>e</sup> siècle sont excellents, mais sa façon d'aborder l'histoire des idées – qui est une histoire que j'ai beaucoup étudiée et que j'apprécie – me paraît insuffisante. Il fait comme si toute une école importante d'historiens des idées, notamment issue de Cambridge – je pense à des gens comme Quentin Skinner – n'existait pas. Il traite les idées comme des évidences : tout vient de Spinoza, et l'histoire n'est que la réalisation de quelques idées-forces exprimées par Spinoza qui auraient passé à travers les siècles sans subir de changement. C'est un érudit, qui a lu beaucoup de pamphlets, mais sa façon de comprendre le contexte intellectuel est complètement différente de celle d'un Quentin Skinner, pour revenir à lui, de qui je partage le point de vue. D'après Skinner et beaucoup d'autres, il faut cerner ce que le monde intellectuel a d'idéologue, et essayer de comprendre dans quelle mesure tel pamphlet, tel traité philosophique constitue la réponse à un débat intellectuel qui évoluait à travers les siècles. Je suis de l'avis d'Antoine Lilti : la méthode de Jonathan Israel, si l'on peut appeler cela méthode, ne tient pas debout. En fin de compte, cette méthode n'est pas nouvelle. Je l'ai connue durant mes études à Harvard pendant les années 1950. Mais cette manière de voir les idées comme autant d'unités qui traversent les siècles sans changer de nature, sans évoluer, sans être enracinées dans des contextes sociaux, ne me convient pas. Il faut connaître le monde intellectuel, le monde vécu par les philosophes, et pas simplement isoler certaines unités de pensée, qui passeraient comme des boîtes de conserve d'un penseur à un autre sans que leur contenu ne change. On peut trouver dans le contexte révolutionnaire toutes sortes de références à Spinoza, mais cela ne suffit pas, et l'« histoire intellectuelle », comme on l'appelle aux États-Unis, a rejeté cette façon de penser. De même sur les

<sup>13</sup> Pour suivre cette « querelle » dans son détail, voir le compte rendu des travaux de Jonathan Israel par Antoine Lilti, « Comment écrit-on l'histoire intellectuelle des Lumières ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, janvier-février 2009, n° 1, p. 171-206, ainsi que la réponse de J. Israel, « L'histoire intellectuelle des Lumières et de la Révolution : une incursion critique », *La Lettre clandestine*, 2011, n° 19, p. 173-225, et l'introduction de son *Democratic Enlightenment. Philosophy, Revolution and Human Rights, 1750-1790*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 22 et suivantes. Je remercie Olivier Ferret d'avoir attiré mon attention sur cette question.



implications politiques : d'après Israel, en étudiant le courant spinoziste, on arrive à l'idée que le matérialisme et les valeurs d'égalité, de liberté et de tolérance sont au cœur du monde actuel. Et je suis d'accord avec lui. Je ne vois pas de « conflit politique » quelconque à avoir sur le sujet.

**M. T. :** *D'autres éléments de vos travaux sont très discutés par la communauté des chercheurs*<sup>14</sup>. *Un concept que vous avez avancé est celui de « sédition*<sup>15</sup>, *comme un mouvement de « sape » culturelle qui minerait les autorités politiques, religieuses et sociales de la France de l'Ancien Régime et qui participerait à un grand mouvement de désacralisation. Cette idée de désacralisation a pu être critiquée, notamment à partir de l'idée que, pour qu'il y ait désacralisation, encore faudrait-il qu'il y ait eu sacralisation. Je pense à la contribution d'un chercheur comme Jens Ivo Engels qui nuance par exemple la portée subversive des pamphlets envers Louis XV, en montrant qu'ils en appellent plutôt à l'idée d'une monarchie régénérée qu'à sa fin*<sup>16</sup>. *Je pense aussi à certaines nuances exprimées par Roger Chartier dans Les Origines culturelles de la Révolution française*<sup>17</sup>. *Considérez-vous toujours le concept de désacralisation comme pertinent ?*

**R. D. :** Je pense qu'il est toujours pertinent, mais je pense aussi qu'il est très loin d'être suffisant, et je ne défends pas à tout prix cette notion. Il est clair qu'à la fin du règne de Louis XV et au début du règne de Louis XVI, beaucoup défendaient une monarchie réformatrice. Des ministres comme Turgot, et plus tard Necker, étaient engagés dans des réformes. Tout ce courant réformatrice est bien sûr très important. Je n'ai jamais pris position en disant que la désacralisation au plan symbolique suffisait pour comprendre l'effondrement de la monarchie. Je suis aussi fidèle à certaines traditions historiographiques qui traitaient la philosophie comme des éléments importants, n'ayant pas de rapports directs avec cette notion de désacralisation. Donc pour moi, c'est une notion parmi beaucoup d'autres : pas forcément la plus importante, et sûrement pas un phénomène qui expliquerait à lui seul l'avènement de la Révolution. En étudiant les livres dits « séditieux » – il faut aussi dire que c'est un jeu de mot, « édition et sédition » suivant le titre de ce livre paru en français et qui n'est pas traduit en anglais – je ne prétends

<sup>14</sup> Voir notamment Haydn T. Mason (éd.), *The Darnton Debate. Books and Revolution in the Eighteenth Century*, Oxford, Voltaire Foundation, 1998.

<sup>15</sup> Voir notamment Robert Darnton, *Édition et sédition*, op. cit.

<sup>16</sup> Jens Ivo Engels, « Dénigrer, espérer, assumer la réalité. Le roi de France perçu par ses sujets, 1680-1750 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 50-3, 2003.

<sup>17</sup> Roger Chartier, *Les Origines culturelles de la Révolution française* [1990], Paris, Seuil, coll. « Points », 2000.

pas avoir étudié plus qu'un courant de ce qu'était l'édition de livres de cette époque. Je pense avoir été parfois mal compris, puisque je ne pensais pas réduire toute l'atmosphère idéologique et philosophique de la France du XVIII<sup>e</sup> à l'éveil des libelles politiques. J'ai étudié ce courant parce qu'il était parfaitement inconnu, et ayant pu dresser des statistiques, j'ai été frappé par l'importance de livres comme la *Vie privée de Louis XV* ou les *Anecdotes sur M<sup>me</sup> la comtesse du Barry*, etc. J'ai donc beaucoup insisté là-dessus, pour contribuer au débat général sur la culture de l'Ancien Régime et l'histoire politique. Je n'ai jamais voulu réduire ce système très complexe à l'effet de certains libelles politiques. Si on regarde de près les lettres écrites pendant la soi-disant pré-Révolution, si on lit les journaux, on est frappé du fait que le ministre Calonne n'ait pas réussi à convaincre le public. D'où est venu ce refus ? Je pense que c'est là où l'on constate l'importance de cette littérature contestataire, qui n'était d'ailleurs pas quelque chose de neuf si l'on songe à la littérature de la Fronde. Les réformes de Calonne pour redresser les finances et créer une certaine égalité devant l'impôt, et les autres tentatives de l'époque de l'Assemblée des notables, tout cela était excellent politiquement. Mais elles ne passaient pas, et le public les refusait. Chez beaucoup d'opposants à ces réformes, il y avait le sentiment que la France était tombée dans le despotisme. Ce que je trouve fascinant, puisque nous savons que Louis XVI était très loin d'être un despote ! Mais j'ai lu tous les pamphlets accessibles à la BnF et au British Museum depuis les années 1787-1788, plusieurs milliers de pamphlets, et ce qui est flagrant, c'est que ce terme de despotisme se trouve partout, et l'appui pour les programmes de réforme est très faible. Il y avait donc quelque chose qui se passait dans l'opinion publique, exprimé dans les pamphlets et dans la correspondance d'individus et des journaux tenus par des gens comme le libraire Hardy<sup>18</sup> et beaucoup d'autres, et c'est là où j'ai situé mes recherches. Donc je crois que ce concept de désacralisation est important pour comprendre l'explosion révolutionnaire, la chute de l'Ancien Régime. Mais je n'adopte pas un raisonnement simpliste qui verrait dans cette littérature contestataire, parfois pornographique, l'unique facteur explicatif qui serait la clé de tout.

*M. T. : La discipline historique reste encore aujourd'hui encore fondée sur un principe institutionnel de sécularisation. Vous n'hésitez pas à vous essayer à quelques expériences historiographiques, comme dans De la censure, où vous*

<sup>18</sup> Le libraire parisien Siméon Prosper Hardy a tenu un journal dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, étudié notamment par une équipe dirigée par Daniel Roche. Voir le site du projet : <http://hardyindex.huma-num.fr/>

*tentez l'aventure de l'histoire comparée, à travers l'exploration de trois terrains historiques différents, que sont la France des Bourbons au XVIII<sup>e</sup> siècle, le Raj britannique en Inde au XIX<sup>e</sup> siècle, et la RDA dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Mais vous restez néanmoins identifié comme un historien « dix-huitiémiste ». Quel est votre point de vue sur ce type de découpage séculaire ? Pensez-vous que les héritages historiographiques liés à ce découpage sont suffisants pour étudier des moments d'articulation entre deux siècles, comme la période 1760-1830 ?*

**R. D. :** Je ne crois pas beaucoup au découpage par siècles. Je trouve même cela absurde de sauter ainsi d'un siècle à un autre. Le livre sur la censure ne prétend pas suivre l'évolution de systèmes : au contraire, toute l'idée consiste à faire des études de cas où l'on se plonge dans le système d'un lieu précis à un moment précis. Donc ce n'est pas une histoire continue, qui traverse les siècles, mais c'est une façon de reconstruire trois systèmes différents, dans trois contextes différents. C'est une interprétation contextuelle, et pas une façon de voir tout le développement de la censure. Ce n'est pas même une histoire de la censure, mais une enquête, à la fois anthropologique et empirique, qui veut montrer le fonctionnement de systèmes différents. Une fois ce travail effectué, il me semble que l'on peut repenser le phénomène de la censure comme appartenant systématiquement à des sociétés entières. Le sous-titre en anglais est « *How States Shaped Literature* ». Ce qui consiste à se demander comment la littérature peut être le résultat d'un système de contrôle qui allait beaucoup plus loin que le travail des censeurs. Il s'agissait de contrôler les revues, de contrôler le travail des éditeurs, d'aller jusqu'à tenter de s'infiltrer dans la tête des écrivains. Je ne vois pas l'histoire comme une sorte d'évolution à travers le siècle, comme si on passait d'un « siècle des Lumières » à un « siècle des romantiques » après avoir vécu l'expérience de la Révolution. Tout cela, ce ne sont que des slogans qui ne suffisent pas à comprendre les changements des sociétés à travers le temps.

**M. T. :** *Dans De la censure, vous vous confrontez au vieux problème du point de vue de l'observateur en sciences sociales. Vous assumez notamment votre attachement à l'idée d'une liberté d'expression (garantie aux États-Unis par le Premier amendement à la Constitution) en manifestant votre désaccord avec le point de vue post-moderne de Stanley Fish, pour qui « il n'y a pas de liberté d'expression, et c'est tant mieux<sup>19</sup> ». Vous avez dans le passé défendu le mouvement*

<sup>19</sup> Stanley Fish, *There's No Such Thing as Free Speech, and It's a Good Thing, Too*, New York, Oxford University Press, 1994.

*des Lumières, en particulier face aux critiques d'Adorno*<sup>20</sup>. Quel est votre rapport à cet héritage philosophique du siècle des Lumières ? Comment considérez-vous le risque d'être taxé de relativisme du fait de votre méthode historique nourrie par l'anthropologie ?

**R. D. :** C'est une question bien posée, qui me touche de près. En travaillant sur ces trois systèmes de censure, j'étais vraiment inspiré par les anthropologues. J'ai voulu m'intéresser à un autre système, qui était à la fois social, intellectuel et politique, et une fois que je suis entré profondément dans les documents, dans les archives, pour comprendre ce système-là, j'étais immergé dans un autre monde. Bien sûr, il y a un aspect relativiste, surtout lorsque l'on fait des comparaisons. C'est le point de vue principal de ce livre. Mais à la fin, comme de nombreux anthropologues, je me suis cru obligé de faire une confession, ou du moins d'indiquer que je n'ai pas prétendu faire des recherches sans avoir ma propre position, mon propre point de vue personnel. Beaucoup des anthropologues que j'ai fréquentés ont dit qu'en dialoguant avec l'autre, on prend conscience de ses propres valeurs. Cela a été mon cas. En dialoguant, par le biais des archives, avec les censeurs et les puissants du système de RDA, je me sentais touché par le sentiment de répression et de tyrannie de ce système stalinien. C'était une atmosphère que j'ai retrouvée partout dans les archives. Il est vrai que le stalinisme était moins féroce dans les années 1970 en Allemagne de l'Est, mais le système était malgré tout profondément stalinien. Je n'étais pas naïf, je n'ai pas été à proprement parler choqué, mais cela m'a rendu conscient de mes propres valeurs. Voilà pourquoi à la fin de ce livre sur la censure j'ai expliqué qu'il y avait certes dans mon travail un certain relativisme, qui tient à la méthode des anthropologues, mais que les anthropologues eux-mêmes, quand ils s'aventurent sur le terrain de l'autre, prennent conscience de leurs propres valeurs. Sans dire « cher lecteur, chère lectrice, je vous fais ma confession », j'ai cru devoir indiquer que pour moi, en tant que citoyen américain, je crois profondément dans les valeurs de liberté d'expression, de liberté de la presse, et que le Premier amendement est pour moi au cœur d'un système et d'une culture politique que je partage. Ces valeurs-là ne sont pas limitées aux États-Unis. Je ressens beaucoup de solidarité avec les Français en ce moment, alors que nous avons tous et toutes ici vécu des

---

<sup>20</sup> Robert Darnton, « Le dentier de George Washington » [1979], dans *Pour les Lumières. Défense, illustration, méthode*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2002.

horreurs<sup>21</sup>. J'étais à la grande manifestation, et tous ces mots de « liberté d'expression » et de « liberté de la presse » n'étaient pas pour moi des slogans mais des valeurs qui sont toujours vivantes et importantes. Il y a donc une tension dans ce livre entre le relativisme du chercheur qui essaie de s'insérer dans un autre système et de tenter de comprendre le point de vue des censeurs, et le point de vue du citoyen qui ne prétend pas être hors des conflits du présent.

---

<sup>21</sup> Référence aux événements terroristes qui ont frappé la France en janvier 2015, et à la marche citoyenne du 11 janvier 2015.